



VOIX ET COULEURS DES TRAVAILLEUSES, ICI

PAGES 6 & 7

BILAN ANNUEL DU CPEF «LES P'TITS CERFS-VOLANTS»

PAGE 3

PERSPECTIVE JEUNESSE SUR UNE NOUVELLE MUNICIPALITÉ

PAGE 5

PARTICIPANTS SPÉCIAUX AUX JEUX FRANCO-LABRADORIENS

PAGE 12

Photo: Jessica Tucker



Abonnement d'un an **20 NUMÉROS**

papier et numérique
paper and digital **35\$**
+taxes

numérique seulement
digital only **25\$**
+taxes

www.gaboteur.ca/abonnez-vous



gaboteur.ca

BRÈVES

«DE RETOUR DANS LE MARCHÉ DU PÉTROLE»

Le 3 mars, la province a annoncé l'avancement du méga-projet pétrolier Bay du Nord après des négociations réussites avec Equinor et BP. Ce mégaprojet promet de créer des millions d'heures de main-d'œuvre et prévoit 6,4 milliards de dollars de recettes directes pour la province au cours de sa première selon le communiqué de presse.

Joan Marie Aylward avait préparé le terrain pour cette annonce la veille, lors de son discours du Trône: «Alors que l'environnement d'échange global se développe et que le risque de ralentissement économique global augmente, notre province ne peut pas continuer en mode *business as usual* ["le statu quo"]».

«Terre-Neuve-et-Labrador est de retour dans le marché du pétrole», a annoncé la lieutenante-gouverneure. Toutefois, les jeunes militants de Fridays for Future YYT sont loin de partager son enthousiasme.

En réaction à cette annonce, le groupe Fridays for Future YYT a diffusé un communiqué de presse dans lequel il propose d'investir dans des alternatives énergétiques, soit l'énergie solaire, éolienne et hydraulique, précise-t-on. D'après les jeunes écologistes, la province «mérite un avenir construit sur l'abordabilité, l'énergie propre et le contrôle local de la production, de la distribution et de l'exportation d'énergie. Pas sur des paris risqués dans une industrie qui approfondit la crise du climat, qui prend pour proie les marchés de travail dépendants et qui augmente les coûts pour les familles travailleuses». [JB]

VICTOIRE POUR LE MANITOBA AU BRIER

Du 27 février au 8 mars dernier, le championnat de curling masculin, Brier du Montana, se déroulait au Mary Brown's Centre à St. John's.

Après avoir remporté huit parties consécutives sans subir aucune défaite (un résultat partagé par l'équipe Koe de l'Alberta), l'équipe Gushue de Terre-Neuve-et-Labrador a atteint les demi-finales. Malheureusement, elle a perdu contre l'équipe canadienne dirigée par Brad Jacobs le 7 mars.

La journée suivante, devant une foule enthousiaste, l'équipe manitobaine de Matt Dunstone a remporté le titre décisif 6-3 face à l'Alberta. Finaliste aux Briers de 2023 et 2025 et aux épreuves de l'équipe olympique canadienne, Dunstone dit que gagner le Brier représente pour son équipe «un moment très spécial», lit-on dans un communiqué de presse de Curling Canada. «Nous avons travaillé dur, c'est évident. Ce moment est bien plus incroyable que je ne l'aurais imaginé.» [JB]

PAS DE PERMIS SANS PROGRÈS

Dans un communiqué de presse, le gouvernement provincial a annoncé le retrait des réserves foncières de trois sociétés d'énergie éolienne en raison du «manque de progression et de paiement des droits de réserves de terre».

Les trois sociétés concernées, World Energy GH2 Limited Partnership, EverWind NL Company et Toqlukuti'k Wind and Hydrogen Ltd., ont renouvelé leurs permis de réserve en 2023. World Energy GH2 espérait ainsi avoir les moyens de construire 600 éoliennes dans l'ouest de l'île, dont 164 dans la péninsule de Port-au-Port; EverWind NL espérait quant à elle établir des éoliennes sur la péninsule de Burin, et Toqlukuti'k Wind and Hydrogen Ltd, sur l'isthme de la péninsule d'Avalon. Le 28 février dernier, avec le retrait de leurs permis de réserve, ces trois compagnies doivent tirer un trait sur ces ambitions.

En 2023, le gouvernement provincial a accordé l'exclusivité du développement de projets éoliens à quatre entreprises sur les terres de la Couronne. Cependant, trois de ces compagnies ont perdu leur droit de développement, laissant place à de nouvelles industries pour mener à bien des projets dans les régions de Stephenville, Burin et Avalon. La quatrième compagnie originale, Exploits Valley Renewable Energy Corporation, conserve cependant son droit de développer des énergies renouvelables sur la terre de la Couronne jusqu'en février 2027. [JB]

RAPPORT ROTHSCHILD ENCORE HORS DE PORTÉE

Depuis l'élection du nouveau gouvernement provincial, les appels à l'ancien premier ministre Andrew Furey de publier le rapport Rothschild continuent à se faire entendre.

En 2021, le gouvernement libéral de Furey a versé 5,4 millions de \$ à Rothschild & Company pour analyser la vente des actifs du gouvernement provincial. Si la société de portefeuille multinationale a livré son rapport au gouvernement en 2022, les analyses et recommandations ne sont toujours pas rendues publiques.

«Les contribuables de Terre-Neuve-et-Labrador ont financé la revue Rothschild», affirme Devin Drover, directeur atlantique de la Fédération canadienne des contribuables, dans un communiqué de presse diffusé le 12 mars dernier. «Ils méritent de voir les résultats.»

Même si le rapport était commandé par le gouvernement précédent, le gouvernement actuel ne peut diffuser aucune information sans l'accord du premier ministre Tony Wakeham. Si le premier ministre demande à son prédécesseur de partager le texte, monsieur Furey souligne que le rapport tombe sous la confidentialité du Cabinet, ce qui empêche sa publication publique. Monsieur Drover note cependant que «la confiance du cabinet existe pour protéger les délibérations politiques internes, pas pour cacher pour toujours un rapport de consultation de plusieurs millions de dollars payé avec l'argent des contribuables.» [JB]

EXPLORETNL RÉCOMPENSÉ POUR SON OFFRE EN FRANÇAIS

Le 10 mars dernier, le magazine digital spécialisé sur l'actualité du monde de l'entreprise à l'international, *Corporate Vision Magazine*, a décerné le prix de meilleure initiative de promotion touristique régionale 2026 à ExploreTNL, le cousin touristique de l'organisme d'économie et d'employabilité francophone, Horizon TNL.

On salue en particulier Valérie Saltel, coordinatrice en développement touristique francophone au sein de l'organisme, pour son engagement constant auprès du secteur du tourisme, pour la promotion des projets touristiques en langue française et pour la préparation à l'accueil des marchés francophones à l'étranger.

Cette année, le programme de prix canadien du magazine numérique a fêté son 10^e anniversaire. Kaven Cooper, responsable du programme, a exprimé dans un communiqué de presse son impatience de découvrir les futurs accomplissements des lauréats.

Dans un futur plus proche, la saison touristique 2026 s'annonce ensoleillée à Terre-Neuve-et-Labrador, même en français! Pour planifier votre prochaine *staycation*, rendez-vous au site Web d'ExploreTNL et feuillotez son guide touristique en français, ou encore découvrez des lieux *insolites*. [CB]

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

CODY BRODERICK - LE GABOTEUR - IJL - ATL

Grandes lignes d'une année en petite enfance

Le Centre de la Petite Enfance et Famille (CPEF) «Les P'tits Cerfs-Volants», qui offre des services de garde et de prématernelle en français, a tenu sa 19^e assemblée générale annuelle le 16 février dernier. Retour sur la réunion.

Une quinzaine de membres et d'amis du CPEF se sont rassemblés au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents à St. John's pour faire le bilan de la dernière année financière.

Après avoir ouvert le bal, le président de l'organisme, Stéphane Dandeneau, a souligné «une année de travail soutenu, de consolidation et de vision pour l'avenir», en remerciant les employées pour leur «travail exceptionnel».

Services en expansion

Martin Henri, trésorier au sein du conseil d'administration, a présenté les états financiers de l'organisme pour l'année financière qui s'est terminée en août dernier. Il y montre un excédent d'environ 11 700\$ sur un total de 1 179 400\$ de revenus, soit environ 353 000\$ de plus que l'année dernière. Il y a cinq ans, les revenus étaient de moins de 300 000\$, dit le trésorier en ajoutant que les salaires représentent encore la plus grande partie des dépenses aujourd'hui.

L'augmentation des subventions permet non seulement de maintenir les services existants, mais aussi d'étendre leur portée. Dans ses services de prématernelle à St. John's, le CPEF peut accueillir actuellement 20 enfants au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents, et,

depuis septembre dernier, 20 autres enfants à l'École Rocher-du-Nord. Au fil de l'année dernière, le Programme des langues officielles en Éducation a également financé des places à La Grand'Terre et à Cap-Saint-Georges. Dans ces localités, deux garderies préscolaires d'une capacité de dix enfants chacune sont actuellement en développement. Les négociations continuent avec le gouvernement provincial pour l'établissement d'une garderie dans l'École Rocher-du-Nord de St. John's. Il en va de même avec le conseil municipal de Stephenville. Développements à suivre.

«La division de l'apprentissage et du développement de la petite enfance accorde actuellement la priorité au déploiement des services mentionnés précédemment», ajoute la directrice générale, Karina Lamontagne, en précisant que l'organisme compte ensuite établir des programmes de prématernelle à l'École ENVOL, à Labrador City, et à l'École Boréale, à Happy Valley-Goose Bay.

En plus du financement obtenu du gouvernement provincial pour soutenir le poste de direction des opérations au sein du CPEF «Les P'tits Cerfs-Volants», le financement de 1,5 million de dollars sur trois ans du Réseau d'intervenants en Petite Enfance, projet de la Commission Nationale des Parents Francophones,

a permis la création de trois postes visant à soutenir le fonctionnement opérationnel du secrétariat permanent, qui gère les opérations au niveau provincial.

Si le processus de recrutement s'avère difficile dans le domaine de l'éducation de la petite enfance en français, l'Association des collèges et universités francophones du Canada (ACUFC) allouera une somme de 308 000\$ sur une période de trois ans pour soutenir la formation, le perfectionnement professionnel et la création d'outils en français pour les éducateurs et éducatrices de la petite enfance francophones. «En ce moment, on a des éducatrices qui font des cours en anglais», souligne madame Lamontagne. Certaines d'entre elles ont même recours à des logiciels de traduction, tels que Google Traduction. À travers ces fonds, l'organisme promeut la profession dans les écoles de la province et met en place d'autres initiatives pour soutenir la formation, le recrutement et la rétention des employés.

Les événements à *Lester's Farm*, les ateliers culinaires et les autres initiatives liées à l'alimentation organisés par le CPEF dans le cadre de son projet Nutri-Enfance et Familles, soutenu par l'Agence de la santé publique du Canada et la Société Santé en Français, se poursuivent cette année. Si la tranche d'âge visée s'étend de la

naissance à l'âge de six ans, madame Lamontagne souligne que les activités sont également adaptées aux familles en général et que les enfants plus âgés peuvent y prendre part.

Élection et membres

Les modifications apportées aux statuts et règlements ont étendu la définition d'un membre votant. Auparavant, on autorisait «un membre votant par famille» dans l'organisation, mais désormais, un parent ou un grand-parent peut voter. Ces individus ont également la possibilité de siéger au conseil d'administration de l'organisme.

Après avoir siégé pendant six ans au conseil d'administration, Katleen Robert termine son mandat en tant qu'administratrice. Kelsey Benoit et Sabrina Bélanger ont également démissionné. Le processus d'élection de nouveaux administrateurs s'est conclu avec l'élection de Stéphane Dandeneau, qui a été confirmé par courriel comme président, Rim El Baze comme vice-présidente, Martin Henri comme trésorier et Heather Kenny comme secrétaire; Anne Graham et Jennifer Mitchelmore siègeront quant à elles sur le conseil à titre d'administratrices.

«Nous sommes à la recherche d'un membre sur la côte ouest», nous dit par courriel Karina Lamontagne.

JUSTICE

CAMILLE LANGLADE - FRANCO PRESSE - IJL

Un système sous pression faute de main-d'œuvre bilingue

La justice en français hors Québec fait face à une pénurie persistante de personnel bilingue qui prive des francophones de leurs droits et fragilise un système déjà en manque de ressources. Un rapport appelle à une réponse systémique et urgente.

«On n'était pas surpris des résultats comme tels. L'étude a mis en lumière des problèmes qui persistent malgré de nombreuses initiatives qui ont été mises en œuvre au cours des 20 dernières années et même avant», commente Christiane Saad, directrice du Réseau national de formation en justice (RNFI) de l'Association des collèges et des universités de la francophonie canadienne (ACUFC), qui a commandé l'étude.

Le rapport final, *Le marché du travail du secteur de la justice au Canada (hors Québec)*, publié en juillet 2025, dresse un constat préoccupant: le système judiciaire manque de personnel capable d'offrir des services en français à toutes les étapes du processus.

Le droit de la famille, le droit criminel et le droit de l'immigration sont des spécialités particulièrement touchées.

Une pénurie qui touche tout le système

La pénurie de main-d'œuvre ne concerne pas seulement les avocats et les juges; elle touche aussi

les greffiers, les sténographes, les interprètes judiciaires ainsi que le personnel administratif et certains services policiers et correctionnels.

«La situation s'est aggravée par les départs à la retraite et le vieillissement du personnel actuellement en poste, explique Christiane Saad. Il y a aussi une concurrence entre le secteur public et le secteur privé.»

Le rapport souligne que la banque de travailleurs francophones demeure insuffisante pour répondre aux besoins des communautés.

«Par exemple, en Nouvelle-Écosse, les participants à l'étude ont indiqué qu'aucun membre du personnel de soutien dans les tribunaux, comme les greffiers, les préposés ou les interprètes judiciaires, ne possède un niveau de français requis pour soutenir une instance en français», rapporte la responsable.

Elle cite aussi le Manitoba, où un justiciable francophone doit faire beaucoup de va-et-vient pour trouver la personne qui est en mesure de lui offrir des services en français.

Dans certains cas, les délais pour obtenir une audience ou des services en français peuvent être plus longs que pour les procédures en anglais. L'attente peut parfois s'étendre sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Suite en page 10



Christiane Saad, directrice du Réseau national de formation en justice (RNFI) de l'Association des collèges et des universités de la francophonie canadienne (ACUFC). Photo: Courtoisie

CHRONIQUE À TEMPS PERDU

PATRICK RENAUD

La figure de l'ennemi

Il y a deux semaines, les États-Unis et Israël ont ouvert un nouveau cycle de violence en bombardant l'Iran. L'une de ces frappes a tué le guide suprême de la révolution ainsi que certains hauts dirigeants iraniens; d'autres attaques ont coûté la vie à des civils - plus de mille, déjà, sont morts à ce jour. La réplique du régime ne s'est pas fait attendre; et depuis, le conflit s'embrase et fait trembler tout le Moyen-Orient. La question qui s'impose est celle-là même qui nous hante lorsqu'on est englué dans la sidération: *jusqu'ouà cela ira-t-il?*

Jusqu'ouà cela ira-t-il? En effet, la violence des bombes est contagieuse. Elle se répand alors que chaque attaque semble exiger une réponse, une réplique. Le régime iranien, attaqué et meurtri, est saisi par le fantasme d'un «droit» et d'un «devoir» de venger la mort de son chef. Il est possédé et se laisse guider par la logique implacable et aveugle de la vengeance.

Et les États-Unis et Israël voient cette volonté de vengeance iranienne et ils sont eux-mêmes possédés par l'appel de cette machine de guerre qui broie aveuglément des vies humaines¹. Car, diront-ils, comme tant d'autres pays en guerre avant eux, il y a des vies de soldats à venger. C'est ce que le secrétaire à la Défense des États-Unis a déclaré le 2 mars dernier avec un sérieux presque ridicule:

«Si vous tuez des Américains, si vous menacez des Américains où que ce soit sur Terre, nous vous traquerons sans relâche et sans hésitation, et nous vous tuerons.»

La violence invite donc la violence, la destruction et la mort². Mais elle exerce aussi une fascination fiévreuse qui dérègle notre rapport aux événements et trouble la compréhension qu'on peut en avoir. Ou plutôt, le choc de la violence fait remonter en nous tous les fragments de sens et de discours dont nous nous nourrissons ordinairement pour donner du sens à ce qui arrive.

Dans les heures qui suivent les premiers bombardements israélo-américains, nos écosystèmes médiatiques font rapidement circuler la parole informationnelle, un tissage de «rapports», d'éléments de «contexte» ou d'«analyses» pour décrypter la situation. On nous rappelle que Khamenei, le chef suprême iranien mort dans une des attaques, était le diri-

geant autoritaire d'un régime théocratique qui viole les droits de la personne, notamment ceux des femmes, réprime dans le sang les contestations sociales et politiques, finance le terrorisme et tente de se doter de l'arme nucléaire.

Ces rappels sont vrais, bien entendu (même si le dernier point est sujet à discussion et à spéculation). Ils indiquent une part importante du réel. Or, pris en eux-mêmes et par eux-mêmes, ils construisent un récit, ils peignent les traits d'un personnage, d'un ennemi. Et ce récit n'est pas neutre. Il dispose l'auditoire, l'invite à prendre une certaine posture. Face à un tel personnage, il devient difficile de ne pas se réjouir de sa mort, difficile de ne pas applaudir.

Ainsi, le premier ministre Mark Carney a-t-il déclaré rapidement que «le Canada appuie les mesures prises par les États-Unis» - avant de nuancer sa position, mais tout de même. Un bon nombre de pays occidentaux ont fait de même. Et un chroniqueur a quant à lui écrit dans le journal montréalais *La Presse* que «parfois, il faut assassiner les tyrans», que «c'est une nécessité politique, humanitaire» et qu'il est «légitime juridiquement» de le faire.

Le récit informationnel devient alors autre chose qu'une explication ou une analyse pouvant contribuer à l'intelligibilité de la situation. Il devient ce que le philosophe Gilles Deleuze appelait un «mot d'ordre»; il nous dit ce que nous sommes «censés devoir croire». L'éclairage médiatique change alors de fonction: il devient propagande; il propage un «ensemble de mots d'ordre», il fait circuler une invitation à se réjouir, voire une justification de cette réjouissance.

Difficile de ne pas accepter cette invitation à se réjouir. Ou en tout cas, difficile de refuser cette invitation. En effet, ce type de récit - qui met en scène le méchant et la mort du méchant - éveille une part de nous qui désire que justice soit faite, que le méchant paie pour sa méchanceté, mais surtout, que l'injuste ne triomphe pas et qu'il cesse de sévir.

En soi, cette part morale de nous n'est pas à blâmer. Ce désir de justice est même raisonnable, jusqu'à un certain point: on veut que la méchanceté cesse, pour que, peut-être, le monde puisse commencer à guérir de celle-ci.

Les médias, les commentateurs et les politiciens ont ainsi une très grande part de responsabilité face à cette disposition morale qui est la nôtre. Car ils peuvent réveiller et propager ce désir dans l'opinion publique en construisant la figure de l'ennemi à abattre. Ils peuvent participer à la mobilisation d'affects très puissants qui renversent nos repères moraux ordinaires et nous amènent à nous réjouir de la mort d'un autre être humain.

Ces médias, commentateurs et politiciens doivent ainsi être particulièrement prudents dans leur manière de caractériser les acteurs et les forces en présence et de décrire la situation. Ils doivent surtout résister à l'impulsion de simplifier à outrance.

Car un récit simpliste évacue la complexité du monde; et un tel récit risque de nous faire consentir à une guerre qui tue et broie, non seulement le dit ennemi à abattre, mais aussi mille et une vies innocentes - des meurtres qui devraient scandaliser et blesser la part secrète de nous qui désire la justice.

Ce type de récit simpliste risque de nous faire consentir à un monde où s'affirme, *tout simplement et naturellement*, la volonté de la force et où un pays se donne le droit impérial de tuer. Or, dans un tel monde de violence et de brutalité, les puissants n'ont pas besoin de notre consentement pour agir; mais nous avons besoin d'écouter la voix de cette part secrète de nous pour demeurer humains.



Image: Estampe #36 des *Désastres de la guerre* (1810) de Francisco de Goya

¹ Simone Weil, «Réflexions sur la guerre» dans *L'Iliade ou le poème de la force et autres essais sur la guerre*, Éditions Rivages, 2021, p. 62.

² Au moment d'écrire ce texte, le 5 mars, je lis ceci dans *La Presse*: «L'armée israélienne appelle à évacuer toute la banlieue sud de Beyrouth»; «L'OTAN confirme qu'un missile tiré depuis l'Iran visait la Turquie».

Le GABOTEUR 

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

1(709)753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

Canada 

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier
Ysabelle Hubert
Andrée Thoms
Marilaine Landry
Fairouz Amirouche
Axel Belgarde

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Jérémy Pommier - dg@gaboteur.ca

Rédacteur en chef
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Adjointe à la rédaction
Jessica Tucker - admin@gaboteur.ca

Secrétaire de rédaction
John Babb - info@gaboteur.ca

Mise en page
Mohera-Lily Baird-Georges

Ont collaboré à ce numéro
Camille Langlade (Francopresse), Patrick Renaud, Timothée Roland Mvondo, Étienne Houle, Agence Science-presse, Maya Marmouche, Éric Cyr (*Le Trait d'Union du Nord*)

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 800 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Réseau Sélect
dblanchette@reseauselect.ca

Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnez-vous

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année
GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur chroniqueur

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2024
pour la qualité éditoriale et graphique
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2025
pour la qualité éditoriale
meilleur article arts et culture
meilleur article communautaire

LE GABOTEUR INC. est membre du
Réseau.Presse. Nous sommes fiers
d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

Accueillir avec de l'alcool

Si les tempêtes de Sheila's Brush empêchent les publicités de TourismNL pendant la Saint-Patrick, ce n'est pas un secret que Terre-Neuve-et-Labrador est reconnue pour sa relation avec l'alcool. Mais comment cette province est-elle perçue à l'extérieur de ses frontières?

Les stéréotypes accolés aux Terre-Neuviens tournent souvent autour de la consommation normalisée d'alcool. Un facteur historique majeur ayant eu un impact sur cette consommation augmentée a été l'industrie de la pêche à la morue. L'exportation de la morue salée vers les Caraïbes permettait en effet l'importation du rhum de cette région dans les années 1800.

Selon *l'Encyclopédie canadienne*, «Au début du 19^e siècle, alors que le petit dominion britannique comptait environ 20 000 habitants, les statistiques d'importation [détaillaient] près de 1,7 million de litres de rhum et d'autres alcools en provenance des Antilles britanniques, et plus de 2 millions de litres en provenance d'autres endroits». C'est l'équivalent de 185 litres par personne.

Les racines irlandaises de la province contribuent elles aussi à sa culture mélangée, tout comme un bon cocktail, avec de l'alcool.

Dans les années 1840 à Terre-Neuve-et-Labrador, près de 50% de la population était irlandaise. Ces Irlandais sont venus à la recherche de travail dans l'industrie de la pêche. Aujourd'hui, selon le recensement de 2016, 20% de la population réclame toujours un héritage irlandais. Ce lien fort entre les deux îles atlantiques a fait en sorte que la fête irlandaise de la Saint-Patrick a été adoptée en masse dans le dominion britannique.

Deux millions d'Irlandais ont immigré en Amérique du Nord dans les années 1800, à la suite de la Grande Famine. Loin de leur patrie, ils cherchaient un événement rassembleur pour renforcer leur fierté culturelle. Peu à peu, la fête auparavant religieuse de la Saint-Patrick est devenue une célébration de la culture irlandaise en Amérique. C'est cette évolution qui a donné naissance à la fête que nous connaissons aujourd'hui, trempée dans l'alcool et teintée de vert.

Aujourd'hui, la Saint-Patrick reste un jour de congé pour les employés du gouvernement provincial et des municipalités. Les résidents et les touristes, quant à eux, font typiquement la fête dans l'un des multiples bars irlandais de la province. La province compte, selon Statistique Canada, la plus haute concentration de bars par habitant dans le pays.

Selon les touristes

L'une des activités les plus populaires parmi les personnes qui viennent visiter Terre-Neuve-et-Labrador est de se faire «*screeched-in*». La tradition permet aux touristes de devenir des

citoyens provinciaux honoraires. À tour de rôle, les participants répètent une phrase dans le dialecte local, embrassent une morue, puis boivent un coup de rhum Screech, une marque chérie terre-neuvienne qui tire sa recette du rhum des Caraïbes.

Jarod Lowe, un touriste américain, a voyagé à Terre-Neuve-et-Labrador en août 2025. Il s'est fait «*screeched-in*» lors de son passage.

«J'ai certainement eu l'impression que l'alcool fait partie de la culture», raconte-t-il en français. «Avec le rhum Screech, George Street, et la proximité de la célèbre brasserie de Dildo ... Je n'ai cependant jamais eu l'impression que c'était une ville d'ivrognes. Je l'ai plutôt interprété comme un autre exemple de la fierté locale que j'ai fortement ressentie lors de ma visite.»

L'un des endroits les plus populaires pour se faire «*screeched-in*» est le bar Christian's sur la rue George à St. John's. Il s'affiche en troisième position sur une liste de bars et clubs populaires au Canada publiée par le site fr.tripadvisor.ca, une plateforme de réservation en ligne qui offre des avis et des conseils touristiques. Et ce, sur plus de mille résultats triés d'après les favoris des voyageurs.

Malgré la popularité de l'expérience parmi les touristes, certains Terre-Neuviens dénoncent la pratique, disant qu'elle promeut des stéréotypes négatifs. Sean McCann, cofondateur du célèbre groupe terre-neuvien *Great Big Sea*, se dit catégoriquement opposé à l'esprit du «*screech-in*». Selon le musicien qui a refusé d'animer des «*screech-in*» pendant sa carrière consacrée à la promotion de la culture terre-neuvienne, il ne veut pas que la réputation de Terre-Neuve-et-Labrador repose sur une caricature culturelle.

Les chiffres officiels

Le stéréotype du Terre-Neuvien buveur se voit renforcé par un rapport publié par Statistique Canada en novembre 2023. Selon l'agence gouvernementale, 19,7% de la population canadienne consomme de l'alcool dans des quantités abusives, tandis qu'on observe ce même comportement chez 25% de la population de Terre-Neuve-et-Labrador. Il s'agit du pourcentage provincial le plus élevé du pays.

Un deuxième rapport publié par l'agence gouvernementale le 3 mars dernier constate une baisse dans les ventes d'alcool au Canada pour la quatrième année de suite. Selon Statistique Canada, «au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2025,

les ventes de boissons alcoolisées des régions des alcools et des autres points de vente au détail se sont chiffrées à 25,8 milliards de dollars, en baisse de 1,6% par rapport à l'exercice 2023-2024».

En revanche, le Rapport annuel du Newfoundland and Labrador Liquor Corporation (Société des alcools de Terre-Neuve-et-Labrador) de 2024-2025 note une augmentation de 0,83% en ventes pour la même période. La société de la Couronne rapporte 368,8 millions de dollars à l'État en vente d'alcool pendant la période de 2024-2025.

Quelle est donc la place de l'alcool dans le zeitgeist culturel de Terre-Neuve-et-Labrador? En 2019, Michael Henri Lambert a étudié pour *Le Gaboteur* l'image internationale de la province, en réponse à la popularité explosive à l'époque de la communauté de Dildo. Il discutait alors de cette image avec le professeur d'administration des affaires de l'Université Memorial, Gordon Cooke, qui lui dit «Qu'est-ce que la vraie Terre-Neuve? Les pubs de George

Street [le] vendredi soir, une randonnée avec un coupe-vent à l'automne ou ce qu'on voit dans les publicités? Au fond c'est un peu tout ça».

RECETTE DE MOCKTAIL: L'OR DE MIDAS

- 1 oz / 30 mL jus de canneberge blanche
- 1 oz / 30 mL jus de citron
- ¾ oz / 20 mL sirop simple
- 1.75 oz / 50 mL soda club
- Glace
- Rondelle de citron
- Sucre

Mouiller le rebord d'un verre avec du citron et givrer-le avec du sucre. Mettre les jus et le sirop simple au shakeur avec de la glace et secouer pendant 45 secondes, ou jusqu'à ce que le shakeur soit froid. Filtrer le tout dans un verre, compléter avec du soda club. Garnir avec une rondelle de citron.

Célébrons

Le mois de la francophonie



Centre de la francophonie des Amériques

Participez maintenant

francophoniedesameriques.com/mois

Québec 

L'IMPRESSONNANT TRAVAIL DES FEMMES

Retour sur la Journée internationale des femmes, le 8 mars dernier, avec un festival qui met le travail des femmes à l'honneur, ainsi que le portrait d'une enseignante exceptionnelle qui repousse les limites dans son propre métier.

CULTURE

CODY BRODERICK AVEC UN COMPLÉMENT D'INFORMATION JOHN BABB

«Une femme qui essaie de vivre»

Au début du mois, la comédienne acadienne Nancy Kenny s'est rendue à St. John's pour présenter sa pièce bilingue / *Don't Feel Pretty/Chu pas cute* dans le cadre du Women's Work Festival. Avec un mélange de moments touchants et de rires, rencontre avec l'artiste qui présente toutes complexités liées au fait d'être «une femme dans un espace».

La lecture de la comédie noire a eu lieu le 5 mars dernier dans la salle du LSPU Hall, où Nancy Kenny a mis en scène une alcoolique qui prend une brosse. Avec des moments de rire tout au long de la pièce, la voix de la personnage principale, ses traumatismes et les manières par lesquelles elle les évite résonnent dans la salle. Si un des thèmes principaux de la pièce est la place des femmes dans le monde actuel, la comédienne dit que le titre de la pièce vient d'un sentiment d'insuffisance en tant que comédienne.

Le sentiment «de ne pouvoir jamais passer à la télé parce que je ne suis pas "assez" belle» a germé dans sa tête, mais elle n'était pas exactement sûre de ce que ce «assez» voulait dire. «Après, je me suis aperçue que c'était une distraction, que c'est un aspect patriarcal», explique-t-elle. «On le voit présentement avec les Epstein Files et tout ça qui sort: que ces gens-là ont créé un système de beauté pour que les femmes deviennent obsédées par ce désir de paraître jeunes, d'une certaine façon, d'être petites, d'être minces. Puis tout ça, c'est une distraction pour ne pas voir ce qui se passe dans le monde.»

Plusieurs voix

Du patriarcat, en passant par le mouvement #MeToo et des systèmes de beauté, jusqu'à l'abus d'alcool— soit une manière d'éviter ce sentiment d'insuffisance— la comédie noire est «un mélange de tout», explique l'artiste. «C'est juste être une femme dans un espace, c'est ça l'inspiration: être une femme qui essaie de vivre.»

En solo sur scène, le personnage sans nom se penche par exemple sur la question: est-ce qu'elle veut des enfants ou pas? «La société nous dit que nous ne sommes pas utiles», avance-t-elle, ajoutant que plusieurs femmes qui ont vu le spectacle lui ont dit qu'elles se sont interrogées sur la même problématique. Brisant le quatrième mur lors de sa lecture, elle fait savoir à la photographe qu'elle a pris une photo de «l'angle incorrect», incitant des

rires complices de la part du public, qui ont tous jugé à un moment donné une «mauvaise» photo d'eux-mêmes.

En précisant que la production officielle sera également un spectacle solo, elle explique avoir découvert que le spectacle fonctionnait également avec un chœur de femmes à travers différents ateliers d'écriture. Les différents messages du texte touchaient les participantes d'une manière différente.

«Pour moi, c'est comme si les voix qu'on entend dans notre tête ont différentes personnalités», explique-t-elle. «C'est le fun, des fois, que ça soit joué par plusieurs femmes, puis que chaque femme devienne une personnalité différente. Mais ça se joue tout aussi bien en tant que solo.»

«On ne les entend pas, ces histoires-là», avance-t-elle pendant l'entrevue. «Et les gens se sentent parfois jugés de vouloir raconter ces histoires-là. Donc, pour moi, c'est ce que j'apprécie beaucoup avec un festival comme le Women's Work, c'est d'avoir l'opportunité de conter ces histoires-là qui sont beaucoup plus diverses, des histoires qu'on n'entend pas souvent», dit-elle.

«La pièce de théâtre sur laquelle je travaille, ça fait quand même assez longtemps. Je suis très proche d'avoir le texte final, un texte prêt pour une production». Le festival lui a donné cette opportunité-là, confie-t-elle, car la production d'une pièce prend beaucoup de temps et d'énergie. «C'est très dur en théâtre d'avoir les fonds, l'espace, le soutien pour être capable de créer de nouvelles œuvres. Quand j'étais plus jeune, je faisais beaucoup de ça juste par moi-même, sans être payée. Maintenant, je suis à un certain point dans ma vie où si je vais passer beaucoup de temps à créer une pièce de théâtre, il faut vraiment que j'aie le soutien nécessaire pour le faire.»

Plusieurs langues

Pièce bilingue, le français et l'anglais ont résonné dans la salle. «C'est une pièce bilingue, parce que moi, je suis bilingue», dit l'Acadienne. Si la lecture de la pièce s'est déroulée pour la plupart en anglais, dans les moments où le personnage principal réfléchit aux traumatismes de son enfance ou aux relations familiales, elle s'exprime en français. Elle fait également des jeux de mots dans les deux langues, et s'exprime dans son français acadien local, où on dit *hug* au lieu de «câlin».

Originaire du Nouveau-Brunswick, Nancy Kenny a grandi en français, mais quand même dans un contexte où la langue de Shakespeare domine. Ayant grandi dans un tel contexte, elle s'est inconsciemment adaptée à deux cultures linguistiques différentes. «J'ai fait un genre de *code switching*

[traduction libre: alternance codique], parce que j'ai un nom anglophone en plus», dit-elle. Sautant d'une langue à l'autre, l'artiste se dit chanceuse de pouvoir parler plusieurs accents francophones et anglophones.

«Le français, ce n'est pas un monolithe», rappelle-t-elle. «Dès fois, je ne suis pas assez Acadienne pour les Acadiens, mais je ne suis pas assez Québécoise pour les Québécois, donc je me retrouve où? Donc j'apprends à parler différemment, *so I can pass* [traduction libre: pour pouvoir m'y intégrer].» En tant qu'artiste canadienne qui fait des auditions pour des projets américains, les producteurs lui disent de prendre un accent américain «standard», explique la comédienne. Quand elle parle en anglais, elle se sert d'un accent américain standard, ajoute-t-elle, dans un accent américain.

«Le problème, c'est que les gens ont une idée fixe», constate la comédienne. «C'est quoi un Acadien? C'est quoi un francophone? C'est quoi un anglophone? *What does it sound like?* Puis si tu ne fittes pas dans cette boîte-là... t'es où dans ça? *You're left out*», dit la comédienne.

«Mais moi, je parle de la façon dont je parle, pis je suis Acadienne. Pis ça, c'est tellement difficile parce que, t'sais, c'est mon vécu, c'est mon enfance, c'est ma culture. Pis, se faire dire que tu n'es pas assez pour ta culture, c'est isolant. C'est très isolant. C'est pour ça aussi que je crée mes propres projets parce que là, moi, je peux me mettre. Je peux mettre qui je suis là.»

«Je veux créer quelque chose qui laisse les gens avec un certain sentiment», ajoute-t-elle. «Peu importe le sentiment, mais quelque chose qui les fait penser, qui les fait se regarder eux-mêmes. Si c'est ça qui se passe, bien, je pense que j'ai réussi.»



Dans la production finale de la pièce, Nancy Kenny compte inclure des traductions dans les deux langues, mais au LSPU Hall, elle a pu tester la compréhension du public local. Photo: Riley McGill (Courtoisie)



Pour la dramaturge de la pièce, Annie Valentina, à gauche de cette photo, le bilinguisme aide à créer cette dimension émotionnelle, surtout étant donné que la pièce ne suit pas de narration linéaire. Malgré la perception qu'une œuvre peut toucher seulement une démographie linguistique, elle dit qu'un monde de théâtre bilingue est en croissance. Photo: John Babb

PORTRAIT

PROPOS RECUEILLIS PAR TIMOTHÉE ROLAND MVONDO

Enseigner, étudier, encourager: le triple saut de Barbara Badcock

Si vous vous êtes déjà demandé à quoi ressemble la vie d'une enseignante du primaire au CSFP, préparez-vous: ce qui suit risque bien de vous surprendre. Rencontre avec Barbara Badcock, enseignante le jour, étudiante l'après-midi et professionnelle du *cheerleading* le soir.

Timothée Roland Mvondo (TRM): Barbara, qui êtes-vous?

Barbara Badcock (BB): Je m'appelle Barbara, j'ai 27 ans et je suis enseignante à l'École des Grands-Vents depuis 4 ans. J'enseigne actuellement en 2^e année. Je suis née et j'ai vécu à St. John's toute ma vie et je suis la seule personne de ma famille qui parle le français.

TRM: Parlez-nous d'abord de votre histoire avec le français?

BB: Personne n'a jamais vraiment su pourquoi, mais un jour, quand j'étais toute petite, je suis rentrée à la maison avec l'idée de faire l'immersion française. Bien que l'école était très loin, mes parents m'ont inscrit en immersion en prématernelle. Tout le monde pensait que je changerais... Nous voici une vingtaine d'années plus tard, mon amour ne m'a jamais quitté. Je poursuis actuellement une maîtrise en cultures et littératures francophones. Je trouve qu'il est essentiel pour ma position de renforcer mes compétences en français et d'approfondir ma compréhension de la culture francophone.

TRM: Qu'est-ce qui vous a donné envie de devenir enseignante?

BB: J'ai décidé de devenir enseignante pour pouvoir influencer positivement les vies d'autres personnes. Quand j'étais une enfant, j'avais des besoins particuliers, de nature émotionnelle parce que j'avais de l'anxiété. Et j'ai eu la chance d'avoir des enseignants superbes qui ont totalement changé ma vie, en particulier mon enseignant d'anglais en 10^e et 11^e année, Gary Collins, avec qui je suis toujours en contact.



Madame Barbara enseigne en 2^e année à l'École des Grands-Vents, à St. John's. Photo: Courtoisie

TRM: Comment êtes-vous devenue *cheerleader*?

BB: Au départ, je faisais de la natation compétitive, mais, sur le conseil d'une amie, j'ai tenté les sélections de l'équipe de *cheerleading* pendant l'école secondaire. Je n'ai pas pu y entrer lors de ma première tentative, mais la deuxième était la bonne. C'est comme le français, Je n'arrive plus à arrêter. Le *cheerleading* a peut-être participé à me faire aimer le français plus encore. En 11^e année j'ai été contrainte de passer un mois à Montréal à cause d'une blessure. J'ai adoré la ville et ça m'a poussé encore plus à aimer le français.

En 2018, je faisais partie de l'équipe de *cheerleading* de l'Université Memorial (MUN) qui a remporté la première place dans la division Premier All-Girl à la compétition International Cheer Union de l'University World Cup à Orlando, en Floride.

Je fais partie de plusieurs équipes de *cheerleading* en tant que membre et d'autres en tant que coach ou mentor. Par exemple, je fais partie de l'équipe de mon gymnase Coastal Wave Elite depuis trois ans. Je fais aussi du mentorat dans une équipe spéciale composée d'athlètes handicapés. L'année dernière, c'était la première fois qu'une équipe de Terre-Neuve-et-Labrador représentait le Canada pour les Olympiques spéciaux et nous avons gagné!

TRM: Avec toutes ces activités, comment faites-vous pour concilier tout ça?

BB: J'avoue que c'est beaucoup de travail et c'est très fatigant. Je pense que j'y arrive surtout parce que j'aime vraiment toutes ces choses, que ce soit l'enseignement, les cours ou le *cheerleading*.

Je le dois aussi aux personnes avec lesquelles je travaille, par exemple à l'université, ma professeure, Karine Abadie, me comprend beaucoup et me permet quelquefois quelques largesses. Je pense que la compréhension et la gentillesse des autres m'aident aussi.

Le soutien d'une équipe est surtout très important à l'école. Tous les enseignants avec qui je travaille ont des personnalités et des vies différentes, mais, quand on nous met ensemble, on est capable de

soutenir chaque enfant. La combinaison de nos expériences et de nos compétences nous met dans une position spéciale pour aider les enfants dans tous les domaines.

Le *cheerleading* m'a aussi appris la patience et la résilience. Dans ce sport, rien ne vient facilement et c'est un peu pareil dans l'enseignement et la vie en général.

TRM: Est-ce que le *cheerleading* influence votre façon de motiver tes élèves?

BB: Ce n'est toujours pas l'idéal d'enseigner dans un contexte minoritaire, surtout que mes élèves savent que je parle anglais, donc ils ont tendance à vouloir parler en anglais quand ça devient difficile pour eux. Je dois être plus sévère sur ce point-là. Mais je faisais du *coaching* avec des jeunes en *cheerleading* avant de devenir enseignante et cela m'a aidée à comprendre ce qu'ils vivent.

Je dois quand même leur montrer quel cadeau c'est que d'apprendre en français langue première. Ici, à l'École des Grands-Vents, on organise des jeux ou des activités pendant lesquelles ils vont s'amuser en parlant le français.

En plus, il y a une pratique en *cheerleading* que j'essaie d'appliquer dans ma classe: c'est le «*shout out*» qui consiste en fin de séance à dire du bien du travail des autres coéquipiers.

TRM: Que signifie pour vous la Journée internationale des femmes, qui a eu lieu le 8 mars dernier?

BB: Je ne serais notamment pas qui je suis aujourd'hui sans le soutien de plusieurs femmes. C'est important de célébrer les femmes de notre vie. J'aime utiliser la littérature pour parler à mes élèves de ce genre de sujet. On a une section à la bibliothèque à propos des femmes qui ont influencé le monde dont je leur ai parlé. Ils sont peut-être en 2^e année, mais on a souvent de belles discussions sur des sujets plus matures.

Pour moi, j'espère un jour ressembler à ma mère. Je n'étais pas un enfant facile, mais elle s'est assurée que j'avais tout le soutien qu'il fallait pour que je réussisse. Elle ne craignait jamais de faire des choses difficiles pour de bonnes raisons.



«L'année passée je suis venue à l'école avec mon équipe de *cheerleading* pour faire une démo. Mes élèves m'ont vu en uniforme et ils ont trouvé cela super cool!», nous raconte Barbara. Photo: Courtoisie

INQUIÉTUDE DES PARENTS, INSUFFISANCE DE FINANCEMENT POUR DES BOURSES POSTSECONDAIRES

Cette série a pour principal objectif d'informer et sensibiliser les parents sur leur rôle primordial dans les prises de décisions qui concernent directement leurs enfants et leurs familles.

Dans une province où il y a absence d'une offre complète de formation postsecondaire en français, les bourses destinées aux élèves francophones en situation minoritaire constituent un levier essentiel d'équité et de continuité du parcours éducatif.

Ainsi en refusant des demandes de bourses à des élèves, le ministère de l'Éducation a déclenché un mouvement de mobilisation chez les parents. En date d'aujourd'hui le ministère a révisé sa position mais une insuffisance marquante de fonds demeure existante.

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL) rappelle que les élèves de langue maternelle française souhaitant poursuivre leurs études postsecondaires en français sont contraints de les poursuivre à l'extérieur de la province et tant que les gouvernements, provincial et fédéral, ne pourront offrir une équivalence en français au niveau postsecondaire dans la province, ces élèves devront être soutenus et donc priorités dans l'accès à un financement garanti et suffisant au volet postsecondaire.

Selon un article de Radio-Canada, le ministère promet d'offrir six bourses de 6000\$ par an (3000\$ par trimestre), l'an prochain. La FPFTNL juge que ce nombre de bourse n'est pas suffisant ni représentatif du nombre de demandes réelles. Le nombre d'élèves finissant leurs études en français est en augmentation, il est donc essentiel de soutenir tous les demandeurs de première année jusqu'à l'achèvement de leur programme.

Lettres des parents au ministre de l'Éducation

Toujours selon un article publié par Radio-Canada, le ministère de l'Éducation avait limité l'accès aux bourses de 6000\$ par an aux étudiants de première année en raison d'une très légère augmentation du nombre de demandes.

Un premier groupe de parents a exprimé son mécontentement dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation, non seulement à propos du refus des demandes de bourses pour l'année 2025-2026, mais également concernant le nombre restreint de bourses proposées pour 2026-2027. Selon Charly Mini, le père de Juliette, à qui on a également refusé une bourse en juin 2025, le nombre de bourses accordés ne répond pas aux véritables besoins de la communauté. «Entre nous, les parents, nous estimons qu'il nous faudrait un minimum de 20 bourses annuellement». M. Mini considère que les bourses ne relèvent pas d'un simple appui financier, mais d'un véritable droit découlant de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés qui garantit la continuité du parcours éducatif en français.

La FPFTNL, considérant ces bourses indispensables pour garantir l'équité et soutenir la continuité du parcours éducatif en français, a également envoyé une lettre au ministre de l'Éducation s'alignant sur celle des parents pour demander une réévaluation du nombre de bourses prévues pour juin 2026 et pour les

années suivantes. Elle a souligné l'urgence que le financement du volet postsecondaire soit prioritairement dédié aux bourses (demandeurs et durée). De plus, la FPFTNL estime qu'il serait judicieux de créer un fonds de réserve pour garantir une équité de traitement pour chaque candidat, en particulier pendant les phases de transition entre les différents Plans d'action des Langues officielles.

Le mandat du CSFP

La directrice du Conseil scolaire francophone provincial (CSFP), Marcella Cormier, nous indique que le CSFP n'a aucun pouvoir décisionnel concernant les bourses postsecondaires, même si elle reconnaît que c'est un atout majeur pour attirer et garder les élèves dans ses écoles. «Je tiens à rappeler que notre mandat est de la maternelle à la 12^e année».

Pour démontrer l'utilité des bourses proposées dans le cadre de l'Entente Canada-Terre-Neuve-et-Labrador, la directrice souligne en avoir bénéficié à une époque où le CSFP n'existait pas. Cet exemple, selon elle, illustre clairement que cette entente relève d'un cadre gouvernemental préexistant et indépendant du CSFP.

Jusqu'à présent, aucune donnée publique n'est disponible sur les bourses. Nous avons contacté l'équipe responsable du programme, mais n'avons pas encore reçu de réponse.

PARENTS WORRY, INSUFFICIENT FUNDING FOR POST-SECONDARY SCHOLARSHIPS

The main goal of this series is to inform and raise awareness among parents from all backgrounds and walks of life about their vital role in decisions that directly affect their children and families.

The main goal of this series is to inform and raise awareness among parents from all backgrounds and walks of life about their vital role in decisions that directly affect their children and families.

In a province where there is no comprehensive provision of post-secondary education in French, scholarships for Francophone students in minority settings are a key means of ensuring equity and continuity in their educational journey.

By rejecting requests for scholarships for students, the Department of Education has sparked a campaign among parents. As of today, the Department has revised its position, but there remains a significant shortfall in funding.

The Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL) notes that students whose first language is French, and who wish to pursue post-secondary studies in French, are forced to do so outside the province, and that until the provincial and federal governments are able to offer equivalent French-language programmes at post-secondary level within the province, these students must be supported and therefore given priority in accessing guaranteed and sufficient

funding for post-secondary education.

According to a Radio-Canada article, the Department has promised to offer six scholarships of 6000\$ per year (3000\$ per term) next year. The FPFTNL considers that this number of scholarships is neither sufficient nor representative of the actual number of applications. The number of students completing their studies in French is on the rise, so it is essential to support all first-year applicants through to the completion of a full program.

Letters from parents to the Department of Education

Again according to an article published by Radio-Canada, the Department of Education has limited access to the \$6,000-a-year scholarships to first-year students due to a very slight increase in the number of applications.

A first group of parents has expressed their dissatisfaction in a letter addressed to the Minister of Education, not only regarding the rejection of scholarship applications for the 2025-2026 academic year, but also concerning the limited number of scholarships available for 2026-2027. According to Charly Mini, father of Juliette, whose application was also rejected in June 2025, the number of scholarships awarded does not meet the community's real needs. "Among ourselves, as parents, we estimate that we would need a minimum of 20 scholarships annually." Mr. Mini considers scholarships to not be merely a form of financial support, but a genuine right stemming from section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, which guarantees the continuity of education in French.

The FPFTNL, considering these scholarships essential to ensuring equity and supporting the continuity of French-language education, has also sent a letter to the Minister of Education, echoing that of the parents, to request a reassessment of the number of scholarships planned for June 2026 and subsequent years. The organisation emphasised the urgency of ensuring that funding for post-secondary education is prioritised for scholarships (applicants and duration). Furthermore, the FPFTNL believes it would be wise to create a reserve fund to guarantee equitable treatment for every applicant, particularly during the transition phases between the various Action Plans for Official Languages.

The CSFP's mandate

The director of the Conseil scolaire francophone provincial (CSFP), Marcella Cormier, tells us that the CSFP has no decision-making authority regarding post-secondary scholarships, although she acknowledges that they are a major asset in attracting and retaining pupils in its schools. "I would like to point out that our mandate covers kindergarten to Grade 12."

To demonstrate the value of the scholarships offered under the Canada-Newfoundland and Labrador Agreement, the director points out that she benefited from them at a time when the CSFP did not exist. This example, she says, clearly illustrates that this agreement falls within a pre-existing government framework that is independent of the CSFP.

To date, no public data is available on the scholarships. We have contacted the team responsible for the programme but have not yet received a response.

Vous avez des questions, des idées de contenus ou souhaitez partager un témoignage? Contactez: projets@gaboteur.ca



Cette série de publiereportages est rendue possible grâce à la participation financière des gouvernements du Canada et de Terre-Neuve-et-Labrador.



info@fpftnl.ca
www.fpftnl.ca



QUOI DE NEUF?

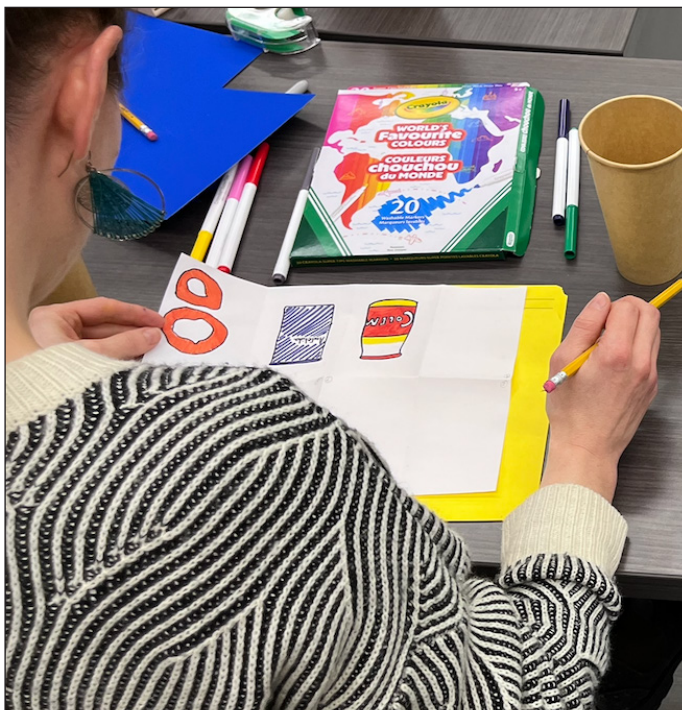
ÉTIENNE HOULE

Atelier de confection de zines au centre Nexus: l'art réapproprié

C'est dans une ambiance joyeuse et familiale que se sont réunis au centre Nexus, le 5 mars dernier, des francophones de St. John's pour participer à un atelier de création de zines. Cette édition spéciale de la série *Quoi de neuf?* était animée par Jessica Tucker, rédactrice adjointe du *Gaboteur*.

L'origine historique des zines remonte au mouvement de la Renaissance de Harlem des années 1930, mais ceux-ci sont depuis associés aux mouvances punk, queer et DIY. Bien qu'ils soient parfois reproduits et vendus, la philosophie derrière ces ouvrages auto-édités favorise la gratuité, la réappropriation d'une d'une expression artistique expérimentale, hors des cadres institutionnels. Les personnes présentes à l'atelier, épaulées par les conseils de l'animatrice, s'en sont donné à cœur joie. Collages à partir de vieux magazines, dessins au feutre, étampes et même trempage au café, plusieurs médiums ont été explorés.

L'activité s'est d'ailleurs conclue par une présentation des œuvres par les artistes d'un soir. Certains zines abordaient des thématiques personnelles – carte de vœux, souvenirs d'enfance, cauchemars. D'autres reflétaient une expression plus abstraite. Alors que les enfants présents semblaient être dans leur élément, les adultes savouraient une occasion devenue trop rare de s'adonner à la création. L'atelier a donc permis à petits et grands de découvrir les zines et d'exprimer leur fibre artistique.



Les conversations émergeant au cours de cet acte créatif témoignaient de l'aspect communautaire et rassembleur d'une telle activité. Photo: Étienne Houle

SANTÉ

AGENCE SCIENCE-PRESSE

Médicament anti-obésité pour contrer la dépendance?

Est-ce que l'Ozempic pourrait aider à combattre la dépendance à l'alcool ou aux drogues? L'idée circule depuis quelques années, mais une étude menée auprès de 600 000 vétérans de l'armée américaine rapporte pour la première fois des données sur un grand nombre de gens.

Il a en effet été suggéré depuis 2023 que les médicaments dits «GLP-1», prescrits pour traiter l'obésité et le diabète de type 2, pourraient avoir un impact positif inattendu sur différentes conditions médicales. Et parmi elles, la dépendance. C'est ce qui a conduit des chercheurs en épidémiologie et en santé publique du Missouri à plonger dans la base de données des dossiers médicaux du ministère en charge des anciens combattants de l'armée américaine.

Ils ont comparé deux groupes diagnostiqués pour le diabète de type 2, totalisant 600 000 personnes: ceux à qui un médicament GLP-1 avait été prescrit, et l'autre qui utilisait un autre type de médicament, appelé SCLT-2. Après trois ans, on observait une réduction du taux d'hospitalisation et de décès chez les usagers «GLP-1» avec un historique de dépendance.

Les chercheurs, dont l'étude est parue le 6 mars dans le *British Medical Journal*, ne s'avancent pas à donner une explication: si on observe en effet une corrélation, on est incapable de dire sur quoi les médicaments GLP-1 pourraient agir pour avoir cet effet. Mais celui-ci doit se cacher dans le cerveau, puisque le médicament semble avoir un impact peu importe la dépendance — que ce soit à l'alcool ou à une drogue.

«GLP-1» est le nom d'une hormone naturelle de notre corps que ces médicaments imitent et qui réduit du coup les risques de diabète de type 2. Cela n'explique pas comment cette hormone pourrait avoir un impact dans le cerveau, et d'autres recherches devront explorer cette piste.

HOROSCOPE

Semaine du 22 au 28 mars 2026



Alexandre Aubry

alexandre@norja.net
514 667-4803

alexandre.aubry.astrologue

Signes chanceux de la semaine : LION, VIERGE ET BALANCE



BÉLIER

(21 MARS - 20 AVRIL)

Votre franchise éclairera les non-dits, mais pourrait aussi susciter des tensions. Une confiance inattendue provoquera réflexion et doute. Sous l'effet de la nouvelle lune, une vérité se dévoilera, ouvrant la voie vers plus de clarté.



TAUREAU

(21 AVRIL - 20 MAI)

Même si vos finances ne sont pas au beau fixe, des solutions apparaîtront. Vous aurez l'occasion de reprendre un projet qui vous tient à cœur ou de redécorer votre domicile, retrouvant ainsi la motivation et l'espoir.



GÉMEAUX

(21 MAI - 21 JUIN)

La semaine s'annonce animée et pleine de rebondissements. Vous devrez peut-être affronter certaines personnes pour rétablir l'harmonie. Même si vous aimez la paix, affirmer clairement vos limites ramènera respect et confiance.



CANCER

(22 JUIN - 23 JUILLET)

Vos facultés intuitives et créatives prendront de l'ampleur, vous offrant une vision plus spirituelle et un regard renouvelé sur les situations. Votre empathie s'intensifie, et une présence artistique ou inspirante pourrait émerger de vous-même.



LION

(24 JUILLET - 23 AOÛT)

Une inspiration inattendue pourrait jaillir d'un message sur vos réseaux sociaux, ouvrant de nouvelles perspectives. Un ami bienveillant jouera un rôle déterminant pour vous accompagner vers un grand accomplissement, renforçant votre confiance et votre quête de bonheur.



VIERGE

(24 AOÛT - 23 SEPTEMBRE)

Votre agenda risque de devenir étouffant si vous le surchargez. En espaçant vos rendez-vous, vous éviterez stress et imprévus. Gérez votre temps comme une ressource rare, avec discernement. Il vous apportera équilibre et sérénité.



BALANCE

(24 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE)

Un coup de tête pourrait vous pousser à transformer radicalement votre existence. Envisagez un retour aux études ou une réorientation professionnelle : cela vous rapprocherait de vos véritables aspirations et ouvrirait la voie à une évolution plus épanouissante.



SCORPION

(24 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE)

Vos émotions pourraient l'emporter sur la logique, orientant vos décisions malgré vos efforts de rationalité. Accepter de suivre votre ressenti et d'oser sortir de votre zone de confort favorisera une évolution alignée sur votre véritable chemin.



SAGITTAIRE

(23 NOVEMBRE - 21 DÉCEMBRE)

Cette période mettra en lumière l'importance de l'équilibre relationnel. Que ce soit au travail, en famille, en amitié ou en amour, vous devrez négocier habilement, accepter des compromis et ajuster vos attentes pour préserver harmonie et bonheur.



CAPRICORNE

(22 DÉCEMBRE - 20 JANVIER)

Un désaccord ou une situation confuse au travail pourrait éveiller en vous l'idée d'un changement de carrière. Avant d'agir, prenez du recul, pesez soigneusement les options et demandez conseil à vos proches.



VERSEAU

(21 JANVIER - 18 FÉVRIER)

Vous brillerez et vous distinguerez, attirant la reconnaissance que vous méritez. Cette mise en valeur vous permettra d'affirmer votre estime personnelle, renforçant confiance et estime de soi pour des changements durables dans votre avenir.



POISSONS

(19 FÉVRIER - 20 MARS)

Un déménagement pourrait se profiler, surtout si votre maison paraît désormais trop vaste. Ce changement marquerait une nouvelle étape de vie. Sur le plan affectif, une transformation positive pourrait consolider ou ranimer votre relation amoureuse.

Sudoku

JEU N° 969

NIVEAU : DIFFICILE

4								2
		9						
	6				3	8		
8			4				5	
		1		6	9		7	2
		7	2					
2				9				
							5	
	8		3		6	4		

RÉPONSE DU JEU N° 969

Règles du jeu :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

7	6	9	2	5	8	1		
8	2	1	7	9	3	6		
1	5	9	8	6	5	7	4	2
7	8	1	5	2	3	6	9	
2	7	6	9	8	1	7	5	9
6	9	5	1	7	2	8	3	4
5	1	8	7	6	2	9	4	7
9	7	2	8	1	6	5	3	4
3	2	6	7	9	8	1	7	5

Mot caché

Thème : SPORTS ET LOISIRS
8 lettres

A ALPINISME	C COURSE	G GOLF	L LUGE	R RACQUETBALL	TRIATHLON
B BADMINTON	D DARTS	H HALTÉROPHILIE	M MARATHON	P PÂTINAGE	V VÉLO
E ÉQUITATION	F FOOTBALL	K KARATÉ	P PÂDEL	S SKI	W WATER-POLO
I BILLARD	J JUDO	K KARATÉ	P PÂDEL	S SKI	
O OLYMPIQUE	R RUGBY	T TENNIS	P PÂDEL	S SKI	
S SKI	T TENNIS	V VOLLEYBALL	P PÂDEL	S SKI	
S SKI	T TENNIS	V VOLLEYBALL	P PÂDEL	S SKI	
S SKI	T TENNIS	V VOLLEYBALL	P PÂDEL	S SKI	
S SKI	T TENNIS	V VOLLEYBALL	P PÂDEL	S SKI	
S SKI	T TENNIS	V VOLLEYBALL	P PÂDEL	S SKI	
S SKI	T TENNIS	V VOLLEYBALL	P PÂDEL	S SKI	

S	N	F	T	B	L	H	N	K	G	E	N	O	L	H	T	A	I	R	T
O	E	O	O	E	I	A	O	F	A	O	M	T	E	N	N	I	S	C	N
C	I	A	H	O	U	L	S	C	R	Y	L	S	O	D	U	J	Y	U	O
C	L	E	E	T	T	Q	L	T	K	U	A	F	I	K	T	V	B	R	E
E	I	Q	M	E	A	B	O	A	U	E	S	K	A	T	C	O	G	L	G
R	H	U	S	S	H	R	A	R	F	Y	R	G	Y	E	I	U	I	N	
A	P	I	C	S	S	A	L	C	D	T	N	C	E	P	L	R	N	O	
E	O	T	N	A	A	K	T	M	L	I	I	L	O	K	S	E	H	G	L
S	R	A	I	L	U	I	B	O	N	T	I	B	L	T	A	R	C	T	P
C	E	T	P	A	Q	A	D	G	F	S	B	S	I	A	E	R	U	H	A
R	T	I	L	D	S	N	L	A	M	L	B	A	E	A	B	L	A	E	T
I	L	O	A	E	O	U	R	E	L	O	L	O	D	L	T	D	E	T	C
M	A	N	B	W	G	T	P	A	U	E	I	A	B	M	L	H	N	K	E
E	H	A	K	E	E	E	B	L	G	E	X	O	B	S	I	L	A	S	
O	L	E	V	K	T	T	I	A	L	U	T	T	E	Y	L	N	U	O	H
L	A	E	C	A	E	N	N	E	G	N	O	L	P	E	E	T	Q	N	
T	L	I	N	K	G	I	R	I	N	G	U	E	T	T	E	L	I	O	N
O	R	Q	S	R	T	E	U	Q	I	T	S	A	N	M	Y	G	L	G	N
C	U	A	I	A	V	I	R	O	N	W	A	T	E	R	P	O	L	O	H
E	B	N	P	A	D	E	L	L	L	A	B	T	E	U	Q	C	A	R	V

SOLUTION DE MOT CACHÉ - INIATION

Trois-Cailoux - La Grand'Terre ou La Grand'Terre - Trois-Cailoux?

Quel que soit le nom de la nouvelle municipalité récemment annoncée, de nouvelles opportunités de financement sont à l'horizon pour cette région de la péninsule de Port-au-Port. Si cette décision peut ouvrir la porte à plusieurs changements, quel avenir la municipalité réserve-t-elle aux jeunes?

Georgia Laney, une jeune de 16 ans, résidente de cette nouvelle municipalité, était surprise d'entendre la nouvelle. «Mes amis étaient aussi surpris [et] c'était un gros choc pour tout le monde d'apprendre qu'on pourrait être considérés comme une ville.»

Si la nouvelle a surpris plusieurs personnes, Georgia pense que cette nouvelle municipalité pourrait apporter de bonnes choses pour la région.

Développement municipal

«Je pense que c'est une bonne opportunité: si on devient une municipalité, on pourrait avoir plus de financement pour des choses importantes dont on a vraiment besoin», dit-elle en citant, par exemple, l'eau potable, car plusieurs sont ceux qui utilisent encore des puits. «Avoir de meilleurs systèmes d'eau serait vraiment utile pour ces familles», dit-elle. Elle croit aussi qu'il serait important d'améliorer le recyclage et le compostage afin de réduire les déchets.

Georgia soulève un problème que plusieurs habitants connaissent bien: le service cellulaire et Internet. En 2020, les résidents de la péninsule ont érigé la première tour cellulaire de la région grâce à une levée de fonds et au soutien des partenaires, comme le gouvernement provincial et Horizon TNL. Mais dans certaines communautés, le signal n'est pas toujours très fiable. «Avoir un meilleur service cellulaire et un meilleur Internet serait important, surtout pour les urgences.»

La route montagneuse qui relie Cap-Saint-Georges à La Grand'Terre, la fameuse 460, est une route périlleuse où on peut monter la côte et être accueilli par des blizzards, des rafales ou des bourrasques.

Des telles urgences se passent assez fréquemment dans cette région.

En plus de ces services essentiels, la jeune Franco-terreneuvienne aimerait aussi voir «plus d'endroits où les jeunes peuvent se rassembler et passer du temps ensemble», dit-elle.

«Il y a un terrain derrière l'école qui est surtout entretenu pour le "Festival Animal" environ une fois tous les trois ans», explique-t-elle. «Ce serait bien qu'il soit entretenu plus souvent pour organiser plus d'événements pour la communauté.»

Georgia parle aussi de l'importance de l'histoire et de la culture acadienne dans la région. Elle mentionne que dans la communauté de La Grand'Terre, il y a plusieurs panneaux historiques qui parlent de l'histoire de la péninsule de Port-au-Port. «Ce serait bien de les rénover et peut-être d'en ajouter à Trois-Cailoux», songe-t-elle.

Selon elle, cela pourrait aussi aider l'économie locale en attirant plus de visiteurs.

Rétention démographique

Pour plusieurs jeunes de la péninsule de Port-au-Port, partir ailleurs pour le travail ou les études est souvent la seule option. Georgia pense que si la région se développe un peu plus, cela pourrait aider à garder certains jeunes dans la communauté. «Peut-être que ça va créer plus d'opportunités», avance-t-elle. «Si on a plus d'emplois ici, les jeunes vont peut-être moins vouloir quitter la région.»

Si la création d'une municipalité peut apporter plus de ressources et plus d'emplois dans la région, «ça pourrait vraiment aider à garder les jeunes



Georgia Laney espère que le nouveau conseil municipal de la nouvelle ville valorisera encore plus le patrimoine francophone de la région dans ses décisions. Photo: Jessica Tucker

ici», dit la Franco-terreneuvienne. «Cela donne un peu plus d'espoir pour l'avenir», ajoute-t-elle.

Malgré les opportunités de développement municipal, Georgia est attachée à la convivialité et tranquillité d'une telle région rurale et espère que ces deux valeurs se maintiendront. «J'aime que ce soit un petit endroit. Tout le monde se connaît et la communauté est très proche. C'est tranquille et il n'y a pas beaucoup de trafic.»

Elle ajoute que la nature autour de la région est une des choses les plus spéciales - quelque chose qui la retiendra peut-être là-bas pour des années à venir. «La vue est vraiment belle. On est entourés par l'océan», résume-t-elle.

Suite de la page 3

Face à ces obstacles, certains justiciables francophones choisissent de renoncer à leur droit, notamment pour éviter des coûts supplémentaires ou par crainte de compliquer les démarches judiciaires.

Des professionnels bilingues sursollicités

Le rapport met également en lumière les défis vécus par les professionnels bilingues déjà en poste. Ceux-ci doivent souvent assumer une charge de travail plus importante que leurs collègues unilingues, notamment parce qu'ils doivent traiter davantage de dossiers en français ou traduire eux-mêmes certains documents.

«Souvent, ils deviennent un peu l'interprète ou le traducteur de la place. Ils reçoivent plus de dossiers, mais la rémunération ou les primes qui sont faites - quand c'est le cas - restent assez modiques et ne reflètent pas vraiment les compétences de ces personnes», constate Christiane Saad.

«Ça ne les encourage pas à se manifester comme personnel bilingue.»

Un manque de ressources et de formation

«Les outils de travail ne sont parfois pas disponibles en français et donc ça oblige les gens soit à les traduire eux-mêmes ou à développer eux-mêmes leurs outils plutôt que de faire leur travail; ou carrément à utiliser des ressources en anglais», souligne Christiane Saad.

Par ailleurs, l'accès aux programmes de formation en français varie grandement selon les régions et les professions, ce qui limite l'arrivée de nouvelles recrues dans le secteur.

À cela s'ajoute une connaissance parfois limitée des droits linguistiques, tant chez certains professionnels que chez les citoyens. «Si un policier n'est pas au courant des droits linguistiques d'une personne qu'il arrête, on peut imaginer les conséquences», il-

lustre la responsable.

L'ACUFC plaide pour un renforcement des formations juridiques en français, partout au pays, notamment dans le post-secondaire.

Insécurité linguistique

Pour améliorer l'accès à la justice en français, le rapport recommande en outre de passer d'initiatives ponctuelles à une approche plus globale.

«Les problèmes sont vraiment interreliés. Il n'y a pas seulement un manque de formation en français ou le recrutement et la rétention: tout est relié», relève Christiane Saad.

Parmi les pistes de solution envisagées figurent la valorisation des carrières juridiques bilingues et l'amélioration des conditions de travail. Combattre l'insécurité linguistique reste aussi une priorité.

«C'est un enjeu que l'on constate de

façon généralisée. Certains professionnels ont moins l'occasion d'utiliser le français dans leur travail ou, justement, ils s'inquiètent de leur accent ou de leur maîtrise du vocabulaire juridique. Donc on veut vraiment les aider à gagner cette confiance au niveau du français, par les formations, par le mentorat, par différents moyens.»

«On a une baisse du nombre des personnes qui utilisent le français au travail», déplore-t-elle. Selon Statistique Canada, en dehors du Québec et du Nouveau-Brunswick, un travailleur sur dix connaissait le français et un tiers d'entre eux l'utilisait régulièrement au travail.

«C'est important d'accroître la sensibilisation aux droits linguistiques, pour le public, les justiciables, mais aussi les professionnels, puis les informer.»

COMMUNAUTAIRE

JOHN BABB

Allons au musée pour découvrir nos cultures

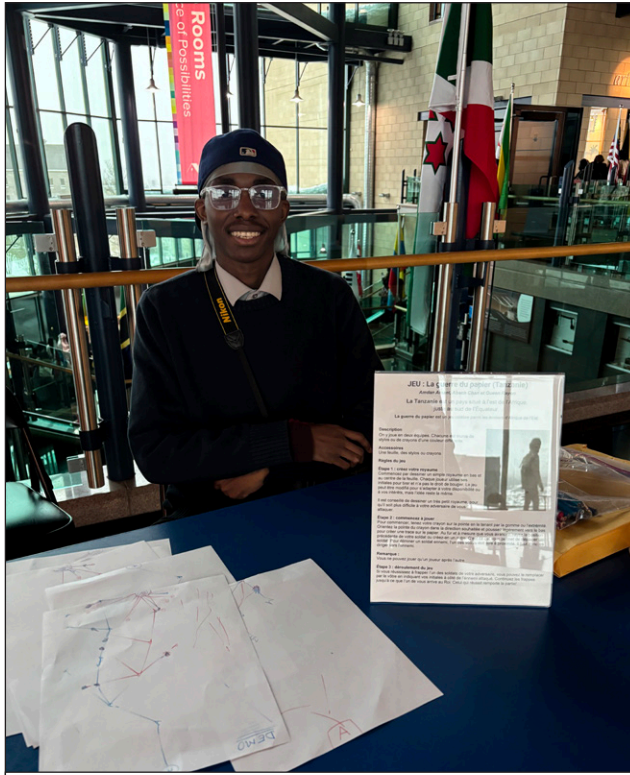
Retour sur l'événement annuel de *Sharing Our Cultures* en texte et en photos.

La première semaine de mars, le musée The Rooms s'est transformé en haut lieu pour les élèves qui ont découvert la diversité culturelle dans la province. En plus des visiteurs du grand public à la cérémonie d'ouverture du 1^{er} mars, où la jeune Maia Mckeown a accueilli en français les participants, la 26^e édition de l'événement *Sharing Our Cultures*/À la découverte de nos cultures a attiré plus de 1000 élèves pour l'échange interculturel!

Avec des présentations d'élèves du monde entier, l'événement avait pour thème les jeux mondiaux. En se rendant à chacun des kiosques, les visiteurs tentaient donc leur chance avec des jeux des quatre coins du monde! L'équipe du *Gaboteur* a également tenu un kiosque lors de l'événement et a fabriqué une cabine photo qui ressemble à la une du journal pour que tous les élèves aient l'occasion d'apparaître dans ses pages!



La lieutenant-gouverneure Joan Marie Aylward et son mari Carl Thompson ont encouragé les jeunes avec leur présence à la cérémonie d'ouverture le 1^{er} mars dernier. Photo: John Babb



D'origine tanzanienne, Amdan Amani a partagé le jeu de guerre du papier, où les joueurs dessinent et défendent un royaume imaginaire dessiné sur un morceau de papier. Photo: John Babb



Emily Sterling et Phoebe Donald de l'école Rennie's River Elementary étaient parmi les élèves qui se sont fait prendre en photo dans la cabine photo du *Gaboteur*! Photo: John Babb

RECETTE

burgers PVT

www.kfnutrition.ca | info@kfnutrition.ca
Chéticamp, N-É

Une recette comme celle-ci est, selon moi, la meilleure façon d'intégrer la PVT à votre alimentation. On ne remarque même pas sa présence! Vous pouvez préparer ces galettes en 15 minutes, et elles cuisent en seulement 12 minutes dans la friteuse à air chaud. Tellement simple (et délicieux!).

INGRÉDIENTS

- 3/4 tasse d'eau bouillante
- 3/4 tasse de PVT sèche
- 1 lb de poulet haché
- 1/4 tasse de feta, émiettée
- 1 tasse d'épinards, finement hachés
- 1 tasse de carottes râpées
- 2 c. à thé d'ail haché
- 2 c. à thé de sauce Worcestershire
- 1/3 tasse de chapelure Panko

MÉTHODE

1. Réhydrater la tasse de PVT avec l'eau bouillante. Mettre de côté et laisser refroidir.
2. Pendant ce temps, mélanger le reste des ingrédients dans un grand bol.
3. Une fois la PVT refroidie (environ 10 minutes), l'ajouter au mélange de galettes.
4. Former 8 ou 9 galettes, selon l'épaisseur désirée. Le mélange peut sembler un peu sec à ce stade, mais les galettes deviennent pourtant très juteuses à la friteuse à air chaud.
5. Cuire dans la friteuse à air chaud à 375 °F pendant 6 minutes de chaque côté.
6. Servir dans le pain à burger de votre choix avec vos garnitures préférées.



Avez-vous déjà entendu parler de la PVT? Cela signifie Protéines végétales Texturées et elles sont faites de soya déshydraté. Il s'agit d'une source de protéines d'origine végétale très polyvalente en cuisine.

BIEN SE NOURRIR POUR S'ÉPANOUIR

MOIS DE LA NUTRITION 2026

COMMUNAUTAIRE

ÉRIC CYR - LE TRAIT D'UNION DU NORD

Visite officielle d'un diplomate français

L'Association francophone du Labrador (AFL) a organisé la 42^e édition des Jeux franco-labradoriens qui se sont déroulés dans l'Ouest du Labrador, du 27 février au 1^{er} mars 2026, en proposant des manifestations culturelles et sportives en français pour les francophones et francophiles de l'endroit. Un haut fonctionnaire de l'État français, le Consul général de France dans les provinces atlantiques, Bertrand Cahuet, qui dirige le Consulat général de France à Moncton et Halifax depuis le 1^{er} août 2024 a pris part à l'événement, une première depuis un quart de siècle.

Le représentant officiel de la République française est le premier occupant cette fonction à se rendre au Labrador depuis 25 ans, le dernier déplacement d'un diplomate de ce pays dans la région remontant à l'an 2000. Le dignitaire était accompagné du consul honoraire de France à l'Agence consulaire de France de Saint-Jean de Terre-Neuve, Gaël Corbineau, qui est également le directeur général de la Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FFTNL).

Bien établis depuis plusieurs décennies dans l'Ouest du Labrador, ces jeux permettent aux participants de célébrer l'hiver en profitant de diverses animations familiales ludiques où règne une ambiance conviviale et chaleureuse. Monsieur Cahuet s'est très bien adapté à l'atmosphère décontractée et a participé à plusieurs activités dans le cadre de ce rassemblement annuel qui a principalement regroupé des adhérents de l'AFL et des citoyens.

Le lancement de ce 42^e volet s'est tenu à la Légion de Labrador City sous forme d'un souper suivi d'un tournoi de fléchettes pour les adultes, et de jeux intérieurs incluant une structure gonflable pour les enfants. Le lendemain, des épreuves de ballon gaga, une variante du ballon prisonnier, et de ten-

nis de table ont été proposées à l'École l'ENVOL en remplacement de celles qui étaient originellement prévues à l'extérieur à cause de la météo peu clémente. Les participants se sont ensuite déplacés vers le centre récréatif Mike Adam à Wabush pour des compétitions de quilles, de pickleball, de volleyball géant, et pour prendre part à une olympiade familiale et à des courses de natation à la piscine du complexe sportif multifonctionnel. Tout ça, avant de se rendre à la boîte de nuit Kash à Labrador City pour un «5 à 7» festif! Le souper de clôture offert par l'AFL comprenait un gâteau à l'effigie de la mascotte des jeux, Rigolo. Cette journée s'est conclue par la traditionnelle remise des médailles et des séances photo.

Dimanche en matinée, quelques braves se sont réunis à la station-service Shell à Labrador City avant d'affronter le froid en s'adonnant à une randonnée en motoneige dans les sentiers de la boucle de *Fraggle Rock* avec un arrêt au petit chalet pour se réchauffer. Le Consul général a confié qu'il avait particulièrement apprécié l'accueil chaleureux qu'il a reçu ainsi que son excursion en motoneige. «J'ai eu l'occasion de faire une magnifique randonnée de 70 kilomètres en motoneige sous un splendide soleil avec des températures ressenties s'approchant du -40 degrés Celsius dans des pay-

sages à couper le souffle et la chance d'apprendre à découvrir le pilotage de ces engins hyper puissants sur piste, sur les lacs et en forêt. Ce moyen de transport et de loisir aussi commun qu'un vélo ailleurs est pratiqué par tous ici.»

Lundi, monsieur Cahuet s'est rendu à titre personnel dans la ville voisine de Fermont au Québec afin d'y découvrir le mur-écran, avant de retourner à Labrador City pour y visiter les locaux de l'AFL, accompagné par la directrice générale, Julie Cayouette, qui est très satisfaite du déroulement de ce nouvel épisode. «Ce succès, c'est grâce à tous ces gens, petits et grands, d'ici ou d'ailleurs qui ont participé. Il fait tellement bon de se retrouver ainsi en communauté.» Enfin, mardi matin, le Consul général s'est déplacé à l'école francophone l'ENVOL à l'invitation de la directrice Chloé Tinkler afin d'y rencontrer des élèves et parler des métiers de la diplomatie, de la Francophonie, et de présenter la mission de son consulat dans les quatre provinces du Canada atlantique. Les différentes activités ont été animées par Charles-André Bourassa venu de Montréal. Jeremy Pommier, directeur général du seul journal de langue française de Terre-Neuve-et-Labrador, *Le Gaboteur*, s'était aussi déplacé pour l'occasion.

PHOTOREPORTAGE

TEXTE ET PHOTOS: JÉRÉMY POMMIER

Les Jeux à travers mes yeux

À la fin février, je suis allé rendre visite à nos amis de l'Ouest du Labrador afin non seulement de me présenter en tant que nouveau directeur général du *Gaboteur*, mais aussi de participer aux Jeux d'hiver franco-labradoriens. Ce que j'y ai découvert, c'est une communauté dynamique et soudée, animée d'une joie de vivre contagieuse.



Les Jeux franco-labradoriens commencent avec un petit souper et une compétition de fléchettes au Légion de Labrador City. Le lendemain, on se retrouve à l'École l'ENVOL pour un tournoi féroce de ping-pong. Tout à droite de la photo, vous pouvez voir le consul de France à Moncton, Bertrand Cahuet, en pleine participation. En plein milieu de la photo: Rigolo le raton laveur, la mascotte spectaculaire de l'Association Francophone du Labrador.



Comme plusieurs aventures, tout commence en avion... dans les nuages. Et si vous avez déjà pris un vol de St. John's vers l'Ouest du Labrador, vous savez qu'on s'arrête dans plusieurs aéroports en chemin: Gander, Deer Lake, Goose Bay... et finalement Wabush. Me voici finalement sur une piste de ski de fond au Menihek Nordic Ski Club.



Avec une petite balade en motoneige par... -40°C, en photo, et une autre piste de ski à explorer, je me suis également rendu au grand Mur de Fermont, au Québec. Si vous ne le saviez pas, c'est un bâtiment de 1,3 km de long qui bloque le vent pour protéger la petite ville. On y trouve des appartements, un hôtel, une épicerie, des dépanneurs et même une piscine olympique!



Après s'être retrouvés à l'allée de quilles, les participants font une course à obstacles, puis se divisent en deux équipes pour une partie de volleyball géant, et finalement un tir à la corde communautaire. Charles-André Bourassa, connu pour avoir été une vedette de l'émission québécoise *Ramdam* dans les années 2000, a quant à lui été animateur des Jeux pendant la cérémonie des médailles.

Mais comme tous les voyages amusants, ça finit par se terminer. Il est temps de rentrer à la maison avec de beaux souvenirs et beaucoup de nouveaux amis. À la prochaine!